

note n° 18/2016

25 octobre 2016

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Djalil Lounnas

Assistant Professor of International Studies
School of Humanities and Social Sciences Al
Akhawayn University, Ifrane, Maroc

Les mutations des mouvements djihadistes en Afrique du nord et au Sahel : d'AQMI à l'État Islamique

Résumé

La création d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) en 2007 avait pour but d'unifier l'ensemble des groupes djihadistes en Afrique du Nord et de relancer leur combat dans la région. Cependant face à son échec d'une part et l'émergence de l'État Islamique (EI) au Moyen-Orient et des succès de cette dernière, plusieurs groupes djihadistes ont décidé de se retirer d'Al-Qaïda et de rallier l'EI. Nous montrons qu'il s'agit d'une tentative de « re-légitimer » un combat en prêtant allégeance à une organisation ayant plus de succès qu'Al-Qaïda tout autant qu'un changement de génération au sein des *leaders* djihadistes. En effet, nous observons l'émergence d'une génération de leaders djihadistes plus jeunes et dont les références sont moins liées à Al-Qaïda que leurs prédécesseurs, dans un

contexte favorisé par la présence d'États faillis que cela soit la Libye ou le Mali.

Abstract

The creation of Al Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM) in 2007 aimed at unifying all the jihadist groups fighting in North Africa and to restart the jihad in the region. However, and due to the succession of failures of this organization and in the context of the rise and successes of the Islamic State (IS), several Djihadist groups decided to split from Al Qaeda to rally IS. We show that this is the result of attempt by several of these groups to « re-legitimize » their fight by pledging their allegiance to an organization more successful than Al Qaeda as much as the result of a change of generation within Djihadist groups. Indeed, we observe the rise

of a new and younger generation of Jihadist less linked to Al Qaeda than their predecessors, in a context favored by the presence of failed States, whether in Libya or Mali.



Introduction

Le 11 janvier 2013, la France déclenchait l'opération Serval pour la reconquête du Nord Mali contre la coalition 'AQMI¹ - MUJAO² - ANSAR DINE³', qui avait pris le contrôle de cette région en mai 2012. Ce faisant, la France mettait fin à une période d'expansion des groupes djihadistes dans le Sahel. Le bilan de cette opération militaire semblait indiquer, qu'effectivement, les groupes djihadistes avaient été fortement affaiblis puisque plusieurs centaines de leurs membres avaient été tués ou capturés, dont nombre de chefs emblématiques, notamment Abou Zeid, chef de la phalange Ibnou Ziad d'AQMI, ou encore Omar Ould Hamaha, l'un des principaux leaders du MUJAO. Au nord de l'Algérie, AQMI semblait également être contenue et affaiblie puisque les bilans à l'époque mentionnaient plus de 140 de ses djihadistes tués par l'armée algérienne, tandis que les différentes dispositions mises en place dans le cadre de la politique de réconciliation nationale, depuis le début des années 2000, avaient conduit plus de 8 500 terroristes à se rendre. Toutefois, si personne n'évoquait la fin du terrorisme en Afrique du Nord et au Sahel, beaucoup s'accordaient à le considérer comme durablement affaibli.

Vers la même période, dans la Libye post Kadhafi, alors que les élections législatives de juin 2012 avaient laissé espérer une stabilisation progressive de la situation politique qui déboucherait, en même temps, sur une reprise en main sécuritaire du pays, l'attaque dirigée contre le consulat américain de Benghazi, en septembre 2012, qui coûta la vie à quatre

1. **AQMI** (Al-Qaida au Maghreb Islamique) : organisation créée en 2007, issue du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), algérien, qui se divisait alors en deux factions, l'une essentiellement présente au nord de l'Algérie et la seconde au Sahel.

2. **MUJAO** (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest) : organisation issue en mi-2011 d'une scission d'avec AQMI afin d'étendre le jihad du Maghreb en Afrique de l'Ouest.

3. **Ansar Dine** : groupe armé créé début 2012, dirigé par Iyad Ag Ghali, l'un des principaux chefs de la rébellion touarègue (1990-1995). Ce groupe a principalement participé à la guerre du Mali avec AQMI.

Américains, dont l'Ambassadeur Christopher Stevens, allait prouver qu'il en était tout autrement.

En Tunisie, l'apparition de groupes armés terroristes, durant la période 2011-2013, pour nouvelle et aussi violente qu'elle ait été, ne semblait, cependant, ni dangereuse ni menaçante. Aussi, paraissait-il raisonnable de penser que cette période de transition une fois achevée, les groupes djihadistes armés, qui auraient été alors considérablement affaiblis, ne seraient pas en mesure d'entraver le processus de démocratisation en cours dans le pays.

En réalité, la situation se dégrada très vite dans l'ensemble de la région. En effet, l'effondrement complet des institutions libyennes au cours de l'année 2013 résulta en une quasi-faillite du pays dans lequel des dizaines de milices et groupes armés avaient émergé dans une violence extrême. C'est cette situation de chaos qui permit aux groupes armés islamistes, jusque-là basés au nord du Mali, de se replier, pour échapper à l'opération Serval, dans le sud de la Libye où ils purent se réorganiser. C'est aussi dans ce contexte, et ce alors que le processus de démocratisation en Tunisie devait barrer la route à l'islamisme radical dans ce pays, que plusieurs milliers de jeunes Tunisiens se rendirent en Libye, mais surtout en Syrie et en Irak, où, à l'instar d'ailleurs de plusieurs milliers de jeunes Libyens, ils rejoignirent les groupes armés radicaux de *Jahbat al-Nosra* (le Front pour la victoire du peuple du Levant), une filiale d'Al-Qaida en Syrie, mais aussi de ceux de l'organisation *État Islamique* en Syrie et en Irak. Les succès de *l'État Islamique* dans ces deux pays, mais aussi le retour de plusieurs dizaines de combattants nord africains dans leurs pays ont constitué des '*opportunités politiques contingentes*'⁴ pour le terrorisme international, conduisant à l'apparition de « *filiales* » de *l'État Islamique* en Afrique du Nord et au Sahel, une région vulnérable au djihadisme transnational du fait de sa géographie mais aussi de la faiblesse de la coopération des États qui la composent.

C'est donc dans ce contexte, que nous nous proposons d'analyser et d'expliquer les récentes mutations des groupes armés djihadistes dans la région et d'expliquer, notamment, l'apparition de *l'État Islamique* parmi les groupes armés radicaux, alors que ces derniers

4. Edited by Quintan Wiktorowicz, '*Islamic Activism: A Social Movement Theory*', chapter 5 by Diana Singerman: '*The Networked World of Islamist Social Movements*'.- Indiana University Press, p. x, xii.

paraissaient, jusque-là, être historiquement 'des loyalistes' à la mouvance d'Al-Qaïda.

Nous argumentons que la décision de plus groupes djihadistes armés de changer d'allégeance d'Al-Qaïda vers l'État Islamique est le résultat d'une double dynamique. Tout d'abord l'incapacité d'Al-Qaïda de donner une réalité territoriale à l'idéal de la création d'un État Islamique tandis que l'organisation État Islamique (EI) y est parvenue s'attirant ainsi un plus grand soutien des radicaux à travers le monde. Dès lors, cette organisation devenait plus légitime et attrayante pour les mouvements Djihadistes en Afrique du Nord/Sahel en perte de vitesse depuis plusieurs années. Second élément, nous montrons que ceci intervient dans un contexte d'émergence d'une nouvelle génération de combattants et dirigeants plus jeunes et dont les références historiques ne sont pas Al-Qaïda ni le Djihad en Afghanistan des années 1980, et donc plus susceptibles de se rallier à l'EI plus proche d'eux.

La résilience d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique)

Créée en 2007, AQMI avait pour objectif d'unir l'ensemble des groupes djihadistes existant en Afrique du Nord et d'étendre son combat en lançant des opérations dans les pays nord-africains, mais également en Occident. Ainsi, alors que de 2006 à 2009 Al-Qaïda en Irak s'était grandement affaiblie, AQMI apparaissait comme la filiale d'Al-Qaïda la plus puissante, dominant tous les mouvements djihadistes en Afrique du Nord. Elle était alors scindée en deux branches, la première essentiellement concentrée en Kabylie, au nord-est de l'Algérie, sous le contrôle direct d'Abdelmalek Droukdel, émir suprême d'AQMI, tandis que la seconde activait au Sahel, entre la Mauritanie, le Mali et le Niger, sous la direction d'autres figures de l'organisation, Mokhtar Belmokhtar, Abdelhamid Abou Zeid et de Yahia Abou el-Hammam, actuel chef d'AQMI au Sahel. La branche d'AQMI au nord, malgré ses multiples attaques contre les services de sécurité algériens, s'est graduellement retrouvée isolée et affaiblie, non seulement par les opérations militaires de l'armée algérienne, mais aussi par la politique de réconciliation nationale. Ainsi, selon Merouane Azzi, Président de la Cellule d'assistance judiciaire pour l'application des dispositions de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, plus de 1 200 djihadistes ont été interpellés par

l'armée algérienne⁵ entre 2007 et 2011 et 250 autres tués⁶. En 2015, 200 islamistes armés auraient été éliminés au cours des deux premiers trimestres de cette année.

À cet égard, Anis Rahmani, directeur du journal arabophone *Ennahar* et spécialiste d'AQMI, explique qu'en prenant avantage du Printemps arabe, AQMI avait pu, pendant une brève période entre 2011 et 2012, multiplier ses attaques contre les services de sécurité. En réaction, l'ANP et le DRS⁷ se sont réorganisés et ont réussi à affaiblir considérablement l'organisation terroriste⁸. Ainsi, Droukdel allait perdre plusieurs de ses lieutenants, tués⁹ ou interpellés¹⁰, par les services de sécurité algériens. Il régnait alors en Kabylie une sorte de *modus vivendi*, la population locale observant une neutralité vis-à-vis d'AQMI et des services algériens de sécurité. En contrepartie, AQMI évitait toute intervention contre la population civile. À cet égard, en 2012, un habitant de la région expliquait que : « on les voit, on sait où ils sont, mais tant qu'ils ne nous touchent pas, tant qu'ils ne se mêlent pas de nos affaires, c'est le problème de l'armée, ce n'est pas le nôtre »¹¹. Aussi, isolées, en marge de la population locale et dans des zones souvent très difficiles d'accès et à contrôler¹², les attaques d'AQMI n'ont plus été en mesure d'inverser sa tendance à l'affaiblissement. Et, ce d'autant plus que la population devenait de moins en moins neutre en raison des rackets et kidnappings auxquels AQMI était de plus en plus contrainte de réaliser pour se financer¹³. Ainsi, un autre

5. F. Irnatène, « Réconciliation nationale : 7 540 terroristes se sont rendus depuis 2005 », *L'Expression*, 4 octobre 2010.

6. Mohamed Boufatah, « 20 émirats font partie du lot : 250 terroristes éliminés en deux ans », *L'Expression*, 21 avril 2009.

7. ANP = Armée Nationale Populaire ; DRS = Département du Renseignement et de la Sécurité (Services des Renseignements).

8. Interview d'Anis Rahmani, directeur du quotidien *Ennahar* et spécialiste d'AQMI, Alger, Algérie, juin 2014.

9. « Abou Hafs était le coordinateur du GSPC : le dernier cerveau des attentats-suicides abattu à Bouira », *Liberté*.

10. Voir Ikram Ghioua, « Le terroriste Rabah Makhfi abattu : un coup dur pour AQMI », *L'Expression*, 12 novembre 2012.

11. Interview d'un citoyen anonyme, Alger, Algérie, septembre 2012.

12. Observations de l'auteur lors d'un déplacement en Kabylie, notamment dans la région de Bouira et à Tikjda, dans le Djurdjura en Grande Kabylie en janvier 2015.

13. Interview d'Anis Rahmani, Alger, Algérie, juin 2014.

habitant dira : « *Que dieu nous protège d'eux et qu'ils nous laissent en paix. Mais quand ils viennent, que peut-on faire ? Nous sommes isolés ici* »¹⁴.

C'est dans ce contexte qu'Abdelmalek Droukdel affrontera deux crises majeures qui aggraveront sa situation. La première étant sa rupture, en décembre 2012, avec Mokhtar Belmokhtar, avec lequel il était en conflit latent depuis 2004. En effet, Belmokhtar, bien que membre officiel d'AQMI depuis sa création en 2007 et, avant cela, du GSPC (1998-2007), agissait de manière ostentatoirement indépendante de Droukdel. Ainsi, n'hésitera-t-il pas, en 2008-2009, à établir une trêve tacite avec les autorités d'Alger, expliquant dans sa seule interview connue que : « cette semi-trêve n'était qu'un changement dans notre stratégie, dictée par le besoin de préparer les conditions matérielles, morales et de sensibilisation nécessaires pour le début d'une nouvelle phase... »¹⁵. De fait, pour Belmokhtar, cette rupture en 2012, qui n'affectait que peu le fonctionnement d'AQMI, n'en demeurait pas moins un coup dur contre l'autorité de Droukdel. Plus graves, et avec un impact encore plus direct sur AQMI et sur Droukdel, furent les tensions au sein de la mouvance islamiste radicale au Moyen-Orient et ses répercussions en Afrique du Nord. En effet, depuis toujours, les mouvements djihadistes y étaient perméables aux évolutions de leurs « frères d'armes » moyen-orientaux. À cet égard, les luttes des années 1990 en Algérie entre l'AIS, loyale à un FIS déjà largement déradicalisé, et le GIA¹⁶ ne reflétaient pas seulement une différence d'approche vis-à-vis du système politique algérien, mais surtout une différence idéologique entre les islamistes 'modérés', Frères musulmans et les groupes salafistes radicaux présents au Moyen-Orient. Rappelons qu'AQMI avait trouvé sa voie lorsqu'une faction du GIA, dirigée alors par Hassan Hattab, en avait dénoncé la dérive

14. Discussion anonyme avec un habitant de Grande Kabylie, janvier 2015.

15. Interview, réalisée par Mohamed Abou El-Maâli, directeur de *Nouakchott-Info*, de Mokhtar Belmokhtar en novembre 2011.

16. À l'époque, les groupes armés djihadistes algériens étaient dominés par deux tendances, l'une dite djazairiste, représentée par l'AIS (l'Armée Islamique du Salut), qui considérait le djihad comme un moyen de négocier avec le pouvoir politique algérien, tandis que le GIA (le Groupe Islamique Armé), salafiste, considérait le jihad comme un devoir, afin d'établir une république islamique radicale, à l'époque proche d'Al-Qaïda. Ces tensions étaient similaires à celles que l'on retrouve au Moyen-Orient entre les Frères musulmans et les salafistes.

takfiriste et s'en était séparée en créant, en 1998, le GSPC (le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) avec le soutien total d'Oussama Ben Laden¹⁷. Notons également qu'en 2003, l'éviction de Hattab de la direction du GSPC s'était faite à la suite de dissensions internes entre une faction menée par celui-ci voulant maintenir le Jihad en Algérie face à une seconde faction menée par notamment Droukdel souhaitant ancrer le GSPC dans le combat global d'Al-Qaïda. Notons que plusieurs chefs du GSPC dont Belmokhtar avaient fait leurs premières armes en Afghanistan. L'idée est que toute la stratégie d'AQMI et ses fondements et ceux de son chef se sont développés autour d'Al-Qaïda.

Aussi, en 2013 et surtout en 2014, lorsqu'apparut l'organisation État Islamique et son chef, Abou Bakr al-Baghdadi, autoproclamé Calife à Mossoul en Irak, Droukdel dénonçait cette démarche dans un communiqué et réaffirmait sa loyauté à Al-Qaïda. Pour lui, c'était là « une proclamation ... faite sans consultation avec les chefs des moudjahidines ». Aussi voulait-il, quant à lui, « un califat, dans la voie de la prophétie, sur la base de la Choura (la consultation), qui cherche à unir tous les Musulmans et à épargner leur sang... et, pour lui, il était encore temps de rectifier les défauts de cette annonce »¹⁸. Dans ce même communiqué, AQMI réitérait, à travers Droukdel, son attachement à Al-Qaïda : « Nous rassurons tout le monde, nous sommes toujours fidèles à notre choix, celui de soutenir notre guide spirituel, Cheikh Ayman al-Zawahiri »¹⁹. Dans le même sens, il est à relever l'opinion d'Abou Qatada al-Fislistini, un prédicateur jordanien, proche d'Al-Qaïda, et souvent cité comme référence par AQMI, qui considérait la proclamation du chef de l'EI, comme « nulle et non avenue et sans aucun sens parce qu'elle n'a pas été approuvée par les djihadistes des autres parties du monde ... Ce groupe n'a pas l'autorité pour diriger tous les Musulmans et sa déclaration n'engage que lui »²⁰. C'est donc là un sérieux procès en légitimité qui oppose Al-Qaïda et

17. À cet égard, voir Mohamed Mokeddem, *Les Afghans algériens : De la Djamaa à al-Qaïda*, Alger, Éditions ANEP, 2002.

18. « AQMI rejette le califat proclamé en Irak et en Syrie », *Libération*, 15 juillet 2014.

19. Voir Ikram Ghioua, « DAESH divise Al-Qaïda du Maghreb Islamique : Droukdel persona non grata », journal *L'Expression* du 24 juillet 2014.

20. « AQMI rejette le califat proclamé en Irak et en Syrie », *op. cit.*

l'EI, et, donc des groupes qui leur prêtent allégeance. Cependant, dans le cas d'AQMI, ceci intervint à un moment critique pour l'organisation. En effet, en 2014, l'AQMI, que dirige Droukdel, est considérablement affaiblie, en grande difficulté à mobiliser autour d'elle, et, de fait, en perte de vitesse²¹. Une génération de combattants a remplacé celle des années 2000, et pour laquelle les références à Al-Qaida ont relativement moins d'échos. Et, face aux victoires de l'État Islamique au Moyen-Orient et au soutien qu'il suscite dans les milieux radicaux dans le monde, plusieurs milliers de combattants étrangers le rejoignant en Syrie et en Irak, des chefs d'AQMI ont été tentés de s'y rallier, afin de « relégitimer leur jihad et de remobiliser les acteurs locaux, notamment en Algérie après les échecs d'AQMI »²².

Jund al-Khilafah : l'équipée sanglante

Le 19 mai 2015, l'armée algérienne abattait 25 djihadistes armés près de Bouira, mettant, ainsi, spectaculairement, un point quasi-final à l'équipée sanglante de l'organisation Jund al-Khilafah en activité depuis un an. En effet, en mars 2014, alors que l'État Islamique cumulait les succès en Irak et en Syrie, plusieurs cadres d'AQMI annonçaient leurs dissidences et proclamaient leur soutien à ce qui était, alors, l'EIIL²³. Et, après la proclamation du Califat à Mossoul par al-Baghdadi, en juin 2014, l'EIIL prenant alors le nom d'EI (État Islamique) ou DAESCH en arabe, al-Baghdadi appela tous les Musulmans à lui prêter allégeance. Ce faisant, cette organisation se plaçait au-dessus d'Al-Qaida, dont les chefs Ben Laden, puis al-Zawahiri, ne portaient que le titre d'« Émir suprême » et ne se faisaient appeler, tous deux, que « Cheikh ». Ainsi, 'Calife' autoproclamé d'un État Islamique et implicite successeur de celui du Prophète, il était clair que, pour al-Baghdadi, l'ensemble des Musulmans lui devaient, *de facto*, obéissance et tous les groupes islamistes à travers le monde ne pouvaient que se placer sous sa bannière. Et si, Droukdel refusa de reconnaître cette proclamation, en revanche

21. Djallil Lounnas, « *Trajectories of Islamist Violence in North Africa and the Sahel: From the Algerian Civil War to the Malian Crisis, (1992 -2012): A Social Movement Theory Approach* ». Un article qui devrait être publié au cours de l'été 2015.

22. Discussion avec un expert anonyme de ces questions, Alger, Algérie, janvier 2015.

23. EIIL = État Islamique en Irak et au Levant, devenue en juin 2014 EI (État Islamique).

plusieurs chefs de brigades de son organisation, avec à leur tête Abdelmalek Gouri, y répondirent positivement. En effet, après s'être séparé d'AQMI en mars 2014, Gouri diffusa un communiqué, en juillet 2014, proclamant son allégeance à l'EI, qu'il réitéra en septembre de la même année. En ces deux occasions, ce nouvel affilié à l'EI annonçait combattre « en Afrique du Nord et au Sahel, dont les pays ont dévié de la juste voie »²⁴. Il y exprimait aussi ses regrets « que notre commandement d'AQMI ne se soit pas positionné en votre faveur... nous avons décidé de vous soutenir »²⁵. Et d'ajouter : « *Vous (al-Baghdadi) avez au Maghreb islamique des hommes qui obéiront à vos ordres* »²⁶.

Ainsi, Jund al-Khilafah se positionnait clairement comme une organisation rivale d'AQMI, avec les mêmes ambitions que celle-ci avait eues en son temps, c'est-à-dire unifier tous les groupes djihadistes en Afrique du nord et au Sahel et relancer la lutte contre les pouvoirs en place dans la région. Les buts et trajectoire d'AQMI et de Jund al-Khilafah étaient donc similaires. En effet, la transition du GSPC vers AQMI s'était faite dans un contexte d'affaiblissement du GSPC et n'avait essentiellement eu pour but que de remobiliser, après la guerre civile, les mouvements islamistes radicaux en Algérie et de relégitimer leur jihad en se ralliant à l'organisation, alors 'leader' qu'était Al-Qaida. De même, Jund al-Khilafah a été créée dans un contexte analogue, à savoir, celui de l'isolement et de l'affaiblissement des groupes djihadistes d'AQMI en Algérie, tandis qu'une nouvelle organisation au Moyen-Orient, l'EI, accumulait les victoires en Syrie et en Irak, attirant dans son sillage des milliers de nouvelles recrues venues du monde entier. Et, en se ralliant à cette nouvelle organisation, Gouri pouvait espérer en tirer des dividendes, en relançant

24. « Que sait-on du groupe qui a revendiqué l'assassinat d'un Français en Algérie ? », *Le Monde*, 23 septembre 2014. En ligne : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/09/23/que-sait-on-du-groupe-qui-a-revendique-l-enlevement-d-un-francais-en-algerie_4492479_3212.html#zLW46FoETmq660jh.99

25. Extraits du communiqué d'allégeance, David Thomson, « Assassinat d'Hervé Gourdel : les origines du groupe Jund al-Khilafah », *Radio France Internationale*, 26 septembre 2014. En ligne : <http://www.rfi.fr/afrique/20140926-assassinat-herve-gourdel-origines-groupe-jihadiste-jund-al-khalifa-abou-souleimane-khaled/>

26. « Un groupe armé algérien se rallie à l'EI », *Le Figaro*, 24 septembre 2014. En ligne : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/09/14/97001-20140914FILWWW00108-un-groupe-arme-algerien-se-rallie-a-l-ei.php>.

notamment le recrutement de djihadistes en Algérie. Sa scission d'AQMI révélait également l'apparition d'un fossé entre deux générations. Pour Gouri, Droukdel et « les loyalistes à Al-Qaïda » représentaient une ancienne génération qui n'était plus en phase avec les nouvelles réalités. Cependant, Jund al-Khilafah se distingue des autres organisations nord-africaines, dont notamment celles présentes en Libye et affiliées à l'EI, par une différence majeure : comparativement à AQMI, dont le *leadership* était, dans les années 1980, était constitué d'un nombre important d'anciens combattants d'Afghanistan, ce qui lui donnait un lien organique, idéationnel et historique avec Al-Qaïda et Ben Laden, et donc une légitimité enracinée dans la 'narrative' attachée à cette organisation et son leader emblématique²⁷, Jund al-Khilafah ne pouvait prétendre à un tel lien avec l'EI. En effet, aucun de ses chefs n'avaient combattu dans ses rangs ni en Syrie ni en Irak. En fait, Jund al-Khilafah a été plus une affiliation en réponse « à une opportunité politique contingente », plutôt qu'à un lien direct et pré-existant avec cette organisation.

De plus, le nombre exceptionnellement bas de combattants algériens en Syrie et en Irak reflète bien la faiblesse de l'offre de ce djihadisme pour ce combat. En effet, après 23 ans de confrontation et plus de 15 ans de politique de réconciliation nationale, beaucoup estiment que le « réservoir djihadiste » a atteint ses limites en Algérie. En effet, leur présence relativement peu importante dans ces deux pays ne compterait que 100 à 200 combattants selon certaines sources, tandis que d'autres l'estimeraient à 800. Dans les deux cas, ces chiffres sont, historiquement, très bas comparativement à ceux des Algériens ayant combattu en Afghanistan dans les années 1980 et en Irak dans les années 2000. Enfin, si Jund al-Khilafah a signé sa première attaque par une embuscade spectaculaire contre un convoi de l'armée algérienne en avril 2014, elle va toutefois officialiser son affiliation à l'EI avec le kidnapping et l'exécution, en septembre 2014 en Algérie, du Français Hervé Gourdel. La décapitation de ce malheureux guide de montagne a été, en tout point, semblable aux mises en scène pratiquées par l'EI au Moyen-Orient, avec un ultimatum de l'organisation à la France conditionnant sa libération à l'arrêt de ses frappes aériennes contre l'EI en Irak. Les services de sécurité algériens réagissent

27. Voir Mohamed Mokeddem, *Les Afghans algériens*, Éditions ANEP, Alger, 2002, p.79.

rapidement en tuant et capturant, dans les semaines qui suivirent, plusieurs membres de l'organisation. Gouri fut finalement abattu fin décembre 2014. En avril 2015, le démantèlement de Jund al-Khilafah était considéré comme presque totalement réalisé²⁸ et l'opération anti-terroriste, très médiatisée, menée à Bouira en mai 2015, allait le compléter. En effet, 25 membres de la brigade Abou Bakr Al Seddik, une ex-brigade d'AQMI qui s'était affiliée à Jund al-Khilafah, furent éliminés. Parmi eux, se trouvait Bachir Kherza, alias Abou Abdellah al-Assimi²⁹, qui avait décapité Gourdel. Quatre autres terroristes furent aussi capturés et un important lot d'armes saisi. Jund al-Khilafah n'aura donc pas survécu longtemps. En effet, issue d'une scission avec une organisation elle-même affaiblie, elle ne pouvait s'implanter durablement, ceci d'autant que le régime algérien, qui avait réussi au prix d'un coût politique, économique et humain énorme à réduire le terrorisme, ne pouvait laisser sur son territoire une quelconque opportunité à une organisation telle que l'EI.

Mais, au Sahel et en Libye, il en allait tout autrement des groupes djihadistes affiliés à l'EI.

La reconstitution des groupes djihadistes au Sahel depuis « l'opération Serval »

En mai 2012, une coalition, formée des brigades d'AQMI, d'Ansar Dine et du MUJAO déployées au Sahel et qui avait pris le contrôle du Nord Mali, en fut chassée, notamment, de ses grandes villes en janvier 2013 suite à l'opération Serval. Cependant, comme le fait remarquer Isselmou Ould Moustafa, un spécialiste du djihadisme au Sahel, « si Serval a affaibli le potentiel d'AQMI et des autres groupes armés au Mali, elle n'a pas éliminé, pour autant, les conditions qui en avaient favorisé l'implantation au Sahel »³⁰. En effet, en supprimant 600 à 1 000 djihadistes armés, dont notamment Abou Zeid, l'un des principaux chefs d'AQMI au Sahel, Serval a permis de reprendre le contrôle du Nord Mali³¹. Cette reprise de contrôle s'est

28. Voir « Jund al-Khilafah décimé par l'armée à Boumerdès », *El Watan*, 11 avril 2015.

29. « Le mufti de Jund al-Khilafah parmi les terroristes éliminés », *El Watan*, 21 mai 2015.

30. Interview avec Isselmou Ould Moustapha, Directeur du journal *Tahalil*, à Nouakchott, en Mauritanie, en août 2013.

31. Voir « Bilan officiel de la guerre au Mali : 63 soldats maliens et 600 djihadistes tués, selon Bamako », *Jeune Afrique*, 27 mars 2013.

également traduite par la destruction de nombreux camps d'entraînements de ces groupes et par la saisie d'une quantité importante d'armes de guerre. L'opération Barkhane, qui a suivi Serval à partir d'août 2014, a également infligé de sérieuses pertes supplémentaires à ces mêmes groupes. À cet égard, plusieurs de leurs chefs importants ont été tués, parmi lesquels de proches adjoints de Belmokhtar, dont Omar Ould Hamaha, son bras droit, mais aussi Abou Bakr Al Nasr, un Égyptien chef de katiba et Ahmed al-Tilemsi, le chef militaire et financier du MUJAO, mais aussi le financier d'Al-Mourabitoune (le nouveau groupe de Belmokhtar). On relèvera encore la mort, plus récente, d'Abdelkrim al-Targui, seul Touareg commandant d'une brigade d'AQMI, et d'Ibrahim Ag Inawalen, un autre Touareg, numéro deux d'Ansar Dine, tous deux abattus en même temps, en mai 2015. C'est ainsi que les opérations militaires Serval et Barkhane ont provoqué une recomposition des forces djihadistes au Sahel. Tout d'abord, Belmokhtar annonça, lui-même, en décembre 2012 sa séparation d'AQMI et la création de son propre mouvement, 'El-Mouaguiine Biddam (Les signataires par le sang)'. Il confia alors le commandement de la brigade d'AQMI qu'il dirigeait, 'Al-Moulathimin (Les Enturbannés)', à son bras droit, Omar Ould Hamaha et renforça, parallèlement, ses liens avec le MUJAO, une organisation à l'origine dissidente d'AQMI et formée essentiellement d'arabes maliens, mauritaniens et africains. Comme l'a expliqué Mohamed Abou El Maâli³², « Belmokhtar a donné un soutien tacite à la création du MUJAO. En effet, les rivalités entre Hamada Ould Mohamed Kheirou, le fondateur du MUJAO, et Abou Zeid ne pouvaient que favoriser un rapprochement entre le MUJAO et Belmokhtar, ce dernier étant, lui-même, engagé dans une intense rivalité avec les *leaders* d'AQMI, en l'occurrence, Abou Zeid et Droukdel »³³. C'est donc dans ce contexte que le nouveau groupe, 'Al-Mourabitoune (Les Almoravides), naquit en août 2013 de la fusion du MUJAO et du groupe 'El-Mouaguiine Biddam' de Belmokhtar. Ce groupe multipliera les attaques contre les troupes françaises et la MINUSMA (la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies de Stabilisation au Mali).

Dans sa déclaration annonçant la création

32. Directeur du journal *Nouakchott-Info*

33. Interview avec Mohamed Abou El Maâli, Directeur du quotidien *Nouakchott-Info*, à Nouakchott, Mauritanie, en août 2013.

'd'Al-Mourabitoune', Belmokhtar avait indiqué que cette fusion répondait au vœu d'Ayman al-Zawahiri, le chef d'Al-Qaeda, mais répondait aussi à son désir de lier directement son destin à cette organisation à laquelle il avait, avec constance, toujours affirmé son appartenance. Rappelons que Belmokhtar avait combattu en Afghanistan, à la fin des années 1980, parmi les 'Afghans arabes' et avait, en son temps, joué un rôle clé dans le rapprochement entre le GSPC et Al-Qaida en recevant plusieurs émissaires de Ben Laden³⁴. À cet égard, et dans son unique interview, accordée en 2011 à Mohamed Abou Al Maâli, Belmokhtar répétait souvent « nous, moudjahidine d'Al-Qaïda »³⁵. C'est, donc, en tant qu'affilié de cette dernière que Belmokhtar avait créé 'Al-Mourabitoune'. D'ailleurs son indéfectible loyauté à l'organisation fut renouvelée en mai 2014, alors que les mouvements djihadistes étaient en plein 'schisme', partagés entre « les loyalistes » et ceux qui avaient fait allégeance à 'l'État Islamique'³⁶. Cependant, la perte de ses principaux lieutenants au cours de la période 2014-2015 va propulser, au sein 'd'Al-Mourabitoune', de nouveaux *leaders* sur le devant de la scène. En effet, plus jeunes que Belmokhtar, leurs références et leurs liens étaient moins tournés vers Al-Qaida et le jihad des années 1980 en Afghanistan. Ainsi, face aux échecs récents de cette dernière et à la montée en puissance de l'État Islamique, et de l'attrait qu'il suscitait, la déclaration d'Adnane Abou Walid Sahraoui, le numéro deux 'd'Al-Mourabitoune', annonçant en mai 2015 l'allégeance de son organisation à l'EI en déclarant : « *Le mouvement Al-Mourabitoune annonce son allégeance au Calife des Musulmans, Abou Bakr al-Baghdadi, bannissant ainsi les divisions et les dissensions au sein de la communauté musulmane* ». Cependant, Belmokhtar intervint immédiatement après pour en démentir la réalité par un communiqué dans lequel il précisait que cette allégeance « *ne respectait pas les conditions et règles de la Choura", l'organe central d'Al-Mourabitoune et que, par conséquent, ceci n'engageait en rien le groupe qui reste fidèle à Ayman al-Zawahiri*

34. Interview avec un proche des questions sécuritaires à Nouakchott, Mauritanie en novembre 2011.

35. Discussion avec Mohamed Abou Al Maali, directeur de Nouakchott info à propos de son interview avec Belmokhtar, novembre 2011.

36. Sur le parcours de Belmokhtar, voir l'excellent ouvrage du journaliste mauritanien, Lemine Ould Mohamed Salem, « *Le Ben Laden du Sahara : sur les traces du djihadiste Mokhtar Belmokhtar* », Paris, Éditions de La Martinière, 2014.

sur la voie du djihad »³⁷. Néanmoins, cet événement révélait que, bien que directement dirigé par l'un des plus anciens chefs djihadistes, 'Al-Mourabitoune' n'échappait plus aux luttes internes opposant les pro-Al-Qaida aux pro-État Islamique au Moyen-Orient, un phénomène également menaçant pour AQMI en Algérie. Remarquons encore que Belmokhtar autant que Droukdel ont, dans leurs plus récents messages, constamment rendu hommage au 'Front al-Nosra', la branche d'Al-Qaida en Syrie et, jusqu'à présent, la principale rivale de l'EI.

Pour ce qui est de l'alliance AQMI/Ansar-Dine au Sahel, celle-ci a aussi lourdement souffert des conséquences de l'opération Serval, mais également de l'arrivée de l'EI. En effet, le destin de ces deux organisations était, jusque-là, intimement lié : AQMI, dépourvue d'environnement interne sahélien, avait fait de cette alliance son axe stratégique dans la région afin d'enraciner son assise dans les populations touarègues. Ainsi, Yahia Abou El-Hammam, nommé, à la suite de la mort de Yahia Jouadi en 2012, émir suprême d'AQMI au Sahel, expliquait, non sans quelque réalisme, la même année, dans la seule interview connue de lui, que « *les gens de la région forment un peuple musulman. Nous avons participé à leur éducation, nous leur avons fourni toute l'aide que nous pouvions, comme par exemple, creuser des puits dans les régions privées d'eau. Nous avons aussi aidé 'les Mahader' (les écoles coraniques locales). Pour ce qui est de nos relations avec le groupe Ansar Dine, nous considérons que c'est une organisation islamiste locale qui a choisi le jihad au nom de Dieu. Et, malgré quelques différences, nous nous rejoignons sur de nombreux points... Il est connu que le peuple musulman de l'Azawad a souffert de l'injustice, de l'oppression, de la marginalisation et de la privation de ses droits les plus fondamentaux* »³⁸.

Ainsi, jusque-là solidement implantée dans le nord Mali, des années durant, l'opération Serval a abouti à la destruction des sanctuaires d'AQMI et de ses alliés, occasionnant la mort d'un grand nombre de ses dirigeants parmi les plus 'célèbres', déjà mentionnés. Pour autant, la menace djihadiste n'a pas disparu. En effet, les phalanges survivantes d'AQMI et d'Ansar

37. Cité dans « Mokhtar Belmokhtar dément s'être rallié à l'État islamique », *Le Point*, 16 mai 2015.

38. Interview de Yahia Abou Hammam, chef d'AQMI au Sahel, réalisée par Mohamed Abou Al Maâli, directeur de l'agence *Nouakchott-Info*, en octobre 2012.

Dine se sont repliées, toujours au Sahel, au sud de la Libye, un pays, depuis 2011, dans le chaos absolu, ce qui en a donc grandement facilité leur repli. Pour un conseiller du gouvernement mauritanien, proche de ce dossier, « beaucoup pensent que Serval a réussi à réduire l'activité des groupes armés dans la région. Certes, mais ... ce sont des groupes transfrontaliers auxquels nous faisons face... Leur repli en Libye en est la preuve »³⁹. Pour Mohamed Abou Al Maâli et Isselmou Ould Moustapha, spécialistes du terrorisme dans la région, « *AQMI et Ansar Dine sont, bien sûr, affaiblis, et sans doute qu'Iyad Ag Ghali, le leader d'Ansar Dine, est politiquement mort, même si ... En revanche, les conditions leur ayant permis de s'installer dans la région sont toujours présentes, dont notamment la misère et l'exclusion dans le nord du Sahel, l'instabilité chronique due aux conflits opposant les diverses factions touarègues au gouvernement central malien et, finalement, la faiblesse chronique de celui-ci* »⁴⁰.

Ainsi, AQMI dans le Sahel semble pour l'instant avoir été épargnée des divisions qu'a subi le groupe Al Mourabitoune même si la mort de plusieurs de ses chefs pourrait ouvrir la voie à une situation similaire. À cet égard, notons que sous l'égide de l'Algérie, plusieurs tentatives de médiations politiques pour stabiliser la région ont déjà eu lieu, la plus récente ayant débouché sur « L'accord d'Alger » de mars 2015 entre plusieurs factions maliennes visant à stabiliser le Sahel et limiter le risque d'un retour à la situation de 2012. Néanmoins, comme le souligne un haut responsable mauritanien proche des questions de sécurité, « *le problème principal vient de la Libye et de l'absence de tout contrôle dans ce pays. Ceci a débouché sur des trafics d'armes en tous genres, dans la région, après le pillage des stocks de l'armée libyenne, dont ont profité Al-Qaida et les autres groupes djihadistes. Ce manque de contrôle a aussi permis le repli de ces mêmes groupes dans le sud libyen, où ils ont pu se reconstituer ou, au moins, se mettre à l'abri dans ce contexte post-Serval* »⁴¹.

D'Ansar al-Charia à l'État

39. Interview anonyme avec un conseiller du gouvernement mauritanien, proche de ces questions, à Nouakchott, Mauritanie en août 2013.

40. Interview avec Mohamed Abou Al Maâli, Directeur de l'agence *Nouakchott-Info*, et Isselmou Ould Moustapha, directeur du journal *Tahalil*, à Nouakchott, Mauritanie, en août 2013.

41. Interview anonyme avec un haut responsable mauritanien, proche de questions sécuritaires, à Nouakchott, Mauritanie en août 2013.

Islamique en Libye et ses conséquences en Tunisie

L'effondrement du régime de Kadhafi en octobre 2011 a débouché sur celui de la Libye devenue un 'État failli' dont le territoire subit, pour son contrôle, la rivalité de plusieurs dizaines de groupes et de factions armés en tous genres. Comme le souligne un observateur algérien, proche de ces questions, l'un des problèmes majeurs que présentent tous ces groupes et factions, est celui de leur complète autonomie, tant financière que militaire, dans la mesure où le contrôle qu'ils exercent, notamment sur des installations pétrolières, leur permet de s'autofinancer et d'acquérir des armes au marché noir en plus de celles récupérées dans les stocks de l'armée pillés en 2011⁴². Plus grave, le fait que la Libye soit devenue un État failli constitue, pour les groupes djihadistes, transfrontaliers de nature, une 'opportunité politique contingente', à laquelle ils répondent en s'y installant. Ainsi donc, comme déjà observé plus haut, suite à l'opération Serval, plusieurs brigades d'AQMI, d'Al Mourabitoune et autres se sont repliées dans le sud-ouest libyen d'où elles ont pu se réorganiser et relancer des attaques contre les troupes françaises et contre la MINUSMA au Nord Mali. Pour un diplomate mauritanien, « *la Libye est en train de se transformer en un Afghanistan de l'Afrique du Nord* »⁴³, tandis qu'un ancien ministre algérien des Affaires étrangères considère que « *la Libye, en tant qu'État failli, a déstabilisé l'ensemble de la région par les trafics d'armes qui s'y développent, mais aussi par le 'safe heaven' qu'elle est devenue pour ces groupes* »⁴⁴. Or, comme le relève Moussa Ould Hamed, spécialiste des groupes djihadistes au Sahel, « *ceux-ci n'agissent pas uniquement dans le cadre d'une logique de contrôle de territoire. Leur logique est plutôt 'transnationale', autrement dit ces territoires, dont ils prennent le contrôle, ne sont qu'une étape vers un projet plus vaste. Aussi, leur domination sur la Libye ne serait que la première phase d'une expansion régionale* »⁴⁵.

En effet, l'effondrement de la Libye a engen-

42. Discussion anonyme avec un observateur proche des questions de sécurité, Alger, Algérie, janvier 2015.

43. Interview avec un diplomate mauritanien à Nouakchott, Mauritanie, en Août 2013.

44. Interview avec un ancien ministre algérien des Affaires étrangères à Alger, Algérie, en juin 2014.

45. Discussion avec Moussa Ould Hamed, directeur de l'hebdomadaire mauritanien *'Biladi'*, à Nouakchott, Mauritanie, en août 2013.

dré la réémergence des groupes djihadistes qui y avaient été sévèrement réprimés par le régime de Kadhafi, notamment durant les années 1990, à un moment où le Groupe Islamique Combattant Libyen (GICL) était presque parvenu à le renverser⁴⁶. À cette époque, ces groupes, tout comme ceux d'Algérie, étaient parmi les plus importants en Afrique du Nord. Mais, leur échec contre le régime libyen, à la fin des années 1990, les avait forcés à se replier au Sahel ou à retourner en Afghanistan, où plusieurs de leurs membres furent promus au rang de dirigeants dans l'organisation de Ben Laden, dont notamment Ibn al-Cheikh al-Libi, directeur du camp d'entraînement militaire d'Al-Qaida, Abou Faradj al-Libi, responsable des opérations extérieures, Abou Yahya al-Libi, propagandiste et numéro deux de l'organisation, ou encore Abou Anas al-Libi, qui avait organisé des attentats, parmi lesquels ceux de Dar Al Salam et de Nairobi en août 1998. Citons également « *Le Sinjar Report* » de décembre 2007, de l'armée américaine, mentionnant que, sur les 700 arabes entrés en Irak pour lutter aux côtés d'Al-Qaida, le groupe le plus important, après les Saoudiens, était celui des 118 Libyens, majoritairement originaires de la Cyrénaïque, l'épicentre de la révolte du GICL dans les années 1990⁴⁷. Tout récemment encore, le rapport de janvier 2015 de l'ICSR (The International Center for the Study of Radicalization and Political Violence) estimait que près de 600 djihadistes libyens combattent en Syrie au sein d'organisations islamistes radicales, tels que 'le Front al-Nosra' et 'État Islamique', aux côtés d'environ 1 500 à 2 000 tunisiens⁴⁸. Ainsi, après avoir été 'les fers de lance' de la révolution libyenne, un grand nombre de djihadistes décida, après la chute du régime libyen, de rejoindre l'Irak et la Syrie pour y lutter contre les régimes, irakien de Nouri Al-Maliki et syrien de Bashar Al-Assad. Parmi ces libyens, on relève le nom de Mahdi al-Harati, ancien numéro deux, en 2011, du

46. Voir à cet égard, notamment, George Joffe, « *Islamic Opposition in Libya* », *Third World Quarterly*, vol. 10, n° 2, avril 1988 et Yehudit Ronen, « *Qadhafi and Militant Islamism: Unprecedented Conflict* », *Middle East Studies*, vol. 39, n° 4, October 2002.

47. Voir J. Felter and B. Fishman, « *Al-Qaida's Foreign Fighters in Iraq: A First Look at the Sinjar Records* », rapport établi pour le centre 'Combating Terrorism Center At West Point'. En ligne : <http://tarpley.net/docs/CTCForeignFighter.19.Dec07.pdf>.

48. Peter R. Neumann, ICSR Director, « *Foreign fighter total in Syria/Iraq now exceeds 20,000; surpasses Afghanistan conflict in the 1980s* ». En ligne : <http://icsr.info/2015/01/foreign-fighter-total-syria-iraq-now-exceeds-20000-surpasses-afghanistan-conflict-1980s/>

Conseil militaire de Tripoli que dirigeait alors Abdelhakim Belhaj, un ex-dirigeant du GICL. Démissionnant de son poste à la fin 2011, Harati rejoignit, avec environ trois cents hommes, la Syrie où il créa la brigade 'Liwaa al-Oumma' [la Bannière de la Nation]⁴⁹. En 2012, un autre groupe de jihadistes libyens, en activité en Syrie, annonça officiellement la création de la brigade 'al-Batar', majoritairement composée de combattants originaires de la ville de Derna⁵⁰, une ville connue pour être l'épicentre de l'islamisme radical en Libye. La brigade 'al-Batar' se rallia rapidement à l'État Islamique, participant non seulement aux combats de l'EI contre le régime de Assad, mais également contre les factions rivales, dont notamment 'le Front al-Nosra' affilié à Al-Qaïda⁵¹.

La Libye constitue donc un réservoir et un terrain privilégiés pour les groupes islamistes armés, ce pays étant d'ailleurs depuis très longtemps « pourvoyeur » de djihadistes au-delà de ses frontières. Et, à la différence de la Tunisie, l'effondrement des structures étatiques libyennes, après 2011, ne pouvait, effectivement, que favoriser leur déploiement dans le pays ainsi plongé dans le chaos. Parmi la multitude de ces groupes, salafistes djihadistes inclus, figure 'Ansar al-Charia', une organisation dirigée par un certain Mohammed al-Zahawi, qui apparaît dès le début de la révolution libyenne. Celle-ci fera, dès juin 2012, une démonstration de force en faisant défiler, dans Benghazi, un convoi de deux cents camions de ramassage réaménagés, équipés d'artillerie et en exigeant l'application immédiate de la Charia⁵². Cependant, son action la plus notable serait l'attaque, en septembre 2012, du consulat américain de Benghazi, au cours de laquelle l'ambassadeur des États-Unis, J Christopher Stevens, trouva la mort, une attaque revendiquée par Al-Qaïda en représailles à la mort d'Abou Yahya al-Libi, en juin de la même année, au Pakistan. Pourtant, dans l'une des rares interviews connues de lui, al-Zahawi a nié tout lien direct, entre son organisation et Al-Qaïda tout

en confirmant son attachement idéologique à l'organisation. Toujours au cours de cette interview, al-Zahawi dénonçait la domination américaine en déclarant que « la stratégie d'Al-Qaïda est d'affaiblir l'hégémonie américaine sur la Nation musulmane... Les appels du Cheikh Ayman al-Zawahiri aident à galvaniser la Nation musulmane afin de maintenir sa dignité et sa fierté... Le Cheikh Zawahiri tient à sauvegarder les droits des Musulmans »⁵³. Ainsi, s'il nie, effectivement, tout lien direct avec Al-Qaïda, il ne cache pas, pour autant, le fait que son organisation partage les mêmes fondements idéologiques et les mêmes buts. Cependant, l'attaque de l'ambassade américaine ayant soulevé une vague de protestations, al-Zahawi dut disparaître de la scène avant de revenir et d'intégrer le 'Conseil de la Choura des Révolutionnaires de Benghazi', un conglomerat d'organisations salafistes en lutte avec d'autres factions armées, dont notamment celle dirigée par Khalifa Haftar, un ancien général d'armée sous Kadhafi, puis chef d'état-major du CNT⁵⁴ en 2011. Mais, dans le chaos régnant alors en Libye, Haftar dut créer, en 2014, sa propre armée. Les violents affrontements entre ses partisans et les salafistes 'd'Ansar Al Charia', vont alors diviser la Libye et la replonger, en mai 2014, dans ce qui est considéré comme une deuxième guerre civile.

C'est dans ce contexte, qu'en octobre 2014, le Conseil consultatif de la jeunesse, 'Majilis Choura Chabab al-Islam' (MCCI) de la ville de Derna, fit connaître sa décision d'allégeance à l'État Islamique, dont elle prit le nom. Mais, cette fois, à la différence du groupe 'Ansar al-Charia', voire même de 'Jund al-Khilafah', il y a non seulement un lien idéologique, mais aussi organique avec l'EI. En effet, la nouvelle filiale de l'EI a été, selon toute vraisemblance, formée sous l'impulsion de plusieurs centaines de combattants libyens de la brigade 'al-Batar' qui avaient combattu en Syrie et en Irak dans les rangs de l'EI⁵⁵. Entraînés et motivés après deux ans de combats au Moyen-Orient, ces derniers allaient rapidement prendre le contrôle de la ville de Derna et y établir leur

49. « Syrie : Soutien des Libyens à la rébellion », *Jeune Afrique*, 25 juillet 2012.

50. Voir la déclaration de la création de la brigade 'al-Batar'. En ligne : http://www.youtube.com/watch?v=tH7me_yigUs.

51. Voir Frederic Wehrey, Ala' Alrababa'h, « Rising Out of Chaos: The Islamic State in Libya », *Carnegie Endowment for International Peace*. En ligne : <http://carnegieendowment.org/syriaincrisis/?fa=59268>.

52. Seth G. Jones, « A Persistent Threat: The Evolution of Al-Qa'ida and Other Salafi Jihadists », Santa Monica: RAND corporation, 2014, 29.

53. Ahmed Maher, « Meeting Mohammad Ali al-Zahawi of Libyan Ansar al-Sharia », BBC. En ligne : <http://www.bbc.com/news/world-africa-19638582>

54. *Conseil national de transition*, instance chargée d'assurer la reconstitution d'un pouvoir légitime libyen après la chute de Kadhafi.

55. Matt Bauer, « Islamic State's expeditionary Force in Libya », Center for Security Policy (November 2014). En ligne : <https://www.centerforsecuritypolicy.org/2014/11/20/islamic-states-libyan-expeditionary-force/>

influence dominatrice. Dans la dynamique de son succès dans le pays, l'EI s'empara de plusieurs autres villes, dont, notamment, Syrte. Plusieurs groupes 'd'Ansar al-Charia' firent défection en se ralliant à l'EI qui, bien établie dans les régions qu'elle contrôlait déjà, y instaura rigoureusement la Charia comme elle le faisait déjà en Irak et en Syrie. Elle y effectue également les mêmes mises en scène que sa « maison mère », procédant à des exécutions collectives par décapitation de soldats libyens, de personnes accusées de 'pourfendre' la religion ou encore d'étrangers en tant que tels. On rappellera l'exécution sanglante, sur une plage libyenne, de 21 coptes égyptiens, en février 2015, présentée comme « *un message signé avec le sang à la nation de la Croix et qui s'adresse au peuple de la Croix fidèle à l'église égyptienne ennemie* ». De plus, cette exécution serait aussi une réponse à la mort de Ben Laden, dont il est fait aussi mention dans le message : « *La mer, dans laquelle vous avez caché le corps du Sheikh Oussama Ben Laden, sera, nous le jurons, mélangée à votre sang* »⁵⁶. Alors que l'EI combat Al-Qaida, son ennemi, c'est là une mention qui semble confirmer que la divergence stratégique entre ces deux organisations est essentiellement relative à leurs 'répertoires de contentions' respectifs, notamment bien plus violents pour l'EI.

Ainsi donc, la montée en puissance de l'EI en Libye, le repli des groupes djihadistes vers le sud libyen, mais aussi le chaos dans lequel est plongé le pays ont finalement poussé les États de la région à intervenir, cependant, chacun avec sa propre stratégie. Ainsi, l'Égypte a conduit une série de raids aériens à la suite de l'exécution des 21 coptes. Elle soutient, par ailleurs, le général Haftar. La France et l'Italie, avec également l'appui de l'Égypte, sont, pour leur part, en faveur d'une intervention militaire directe, avec la participation de 'l'ensemble des pays de la région', incluant l'Algérie pourtant réticente. En effet, Alger qui préfère verrouiller et sécuriser ses frontières, tout en coopérant avec les pays concernés, notamment la Tunisie, se déclare plutôt en faveur d'un dialogue entre les diverses factions armées libyennes. Mais, comme l'explique un observateur algérien proche de ces questions, de profonds fossés persistent entre ces factions, divisées entre les jeunes se réclamant d'une légitimité issue de la révolution contre

56. « Video shows beheading of Copts at IS hands: Egypt declares week of mourning », Ahramonline, website du journal égyptien *El-Ahram* (February 15, 2015). En ligne : <http://english.ahram.org.eg/News/123128.aspx>

Kadhafi, les chefs de tribus, toujours très puissants, mais contestés par ces mêmes jeunes, alors que les tribus, sont aussi divisées et rivales entre elles. À cela, s'ajoutent les diverses factions islamistes en compétition⁵⁷. Enfin, l'autonomie de la plupart de ces factions, en termes de financement et d'acquisitions d'armes, complique grandement la capacité des États à faire pression sur elles.

Les conséquences de cette situation en Lybie se sont fait sentir en Tunisie, qui depuis l'effondrement du régime de Ben Ali, vit au rythme des attaques de la Brigade Okba Ibn Naffaa, brigade liée à AQMI et qui a eu plusieurs affrontements avec les services de sécurité tunisiens. En parallèle, deux des pires attaques commises en Tunisie ces derniers mois, l'attaque du Musée du Bardo et plus récemment celle de l'Hôtel de Sousse, celle-ci revendiquée par l'EI, et qui ont débouché sur la mort de plusieurs dizaines de touristes étrangers, ont été effectuées par des hommes qui s'étaient préalablement entraînés dans le pays même. En réaction, la Tunisie a dû construire un mur de protection à la frontière tuniso-libyenne afin de se protéger d'infiltrations en provenance de Lybie tandis qu'elle a renforcé sa coopération avec Alger. Ces attaques s'expliquent par le fait que contrairement à la Libye et au Mali, il n'y a pas eu en Tunisie, d'effondrement de l'État. Cependant, la violence serait surtout due à un affaiblissement de l'appareil sécuritaire tunisien post-révolution de 2011, et au fait que les responsables de la lutte anti-islamiste du régime Ben Ali aient depuis été écartés⁵⁸ et que, plus généralement, la Tunisie était impréparée à ce type de menace.

Conclusion

Ainsi, la région Maghreb/Sahel demeure, du fait de sa géographie, de la perméabilité des frontières et de la faiblesse de la coordination des politiques sécuritaires des gouvernements qui la composent, vulnérable au djihadisme transnational, notamment, à celui lié à l'EI. Ainsi observe-t-on que l'évolution des groupes armés salafistes en Afrique du nord est fortement influencée par les rivalités et changements des mouvements djihadistes au Moyen-Orient. Cela est, de plus en plus

57. Discussion anonyme avec un observateur proche de ces questions, à Alger, Algérie, janvier 2013.

58. Discussions informelles avec divers observateurs nord-africains et occidentaux, entre septembre 2013 et janvier 2015.

apparent, notamment, à travers les divisions opposant ceux de groupes perçus comme « *loyalistes* » à Al-Qaida et ceux plus réceptifs aux appels de l'État Islamique. Ces divisions révèlent qu'un changement de générations au sein des groupes djihadistes pourrait en être à l'origine. En effet, les groupes restés loyaux à Al-Qaida sont souvent dirigés par une génération de djihadistes « *plus ancienne* » ayant, soit participé à la guerre d'Afghanistan comme Belmokhtar, soit été directement influencés, dans leur jeunesse, par les Arabes Afghans, comme Abdelmalek Droukdel, très tôt proche des Afghans algériens du GSPC. Ceux tentés par un ralliement à l'EI sont plus jeunes et leurs références sont moins tournées vers Al-Qaida.

Notons également que les mouvements djihadistes ont surtout réussi à s'implanter dans des zones où l'État est quasi-inexistant à l'image du Sahel ou de la Libye. En Tunisie et

en Algérie, leur implantation demeure pour l'instant du moins, limitée par la présence de structure étatique suffisamment efficace pour limiter ces stratégies de déploiements mises en place.

À long terme et face à la dégradation de la situation dans l'ensemble de la zone sahéenne et nord-africaine du fait de la situation en Libye, et face à des menaces transnationales, il est clair que la situation ne peut être stabilisée que par une coopération plus robuste de l'ensemble des acteurs régionaux. Ces derniers jusqu'à récemment suivaient des stratégies plutôt divergentes mais face à l'urgence de la situation notamment avec les récents succès de l'EI en Libye et la dégradation de la situation au Nord Mali, il semblerait de plus en plus que ces derniers souhaitent désormais coordonner leurs réponses. ♦

Auteur

Dr. Djallil Lounnas, Assistant Professor of International Studies
School of Humanities and Social Sciences Al Akhawayn University, Ifrane, Maroc

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS-TOUS DROITS RÉSERVÉS